

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE

ARRÊT DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE

du 6 juin 2002

dans l'affaire T-342/99, Airtours plc contre Commission des Communautés européennes⁽¹⁾

(Concurrence — Règlement (CEE) n° 4064/89 — Décision déclarant une concentration incompatible avec le marché commun — Recours en annulation — Marché pertinent — Notion de position dominante collective — Preuve)

(2002/C 191/40)

(Langue de procédure: l'anglais)

Dans l'affaire T-342/99, Airtours plc, représentée par MM. J. Swift, QC, et R. Anderson, barrister, M. Nicholson, Mmes J. Holland et A. Gomes da Silva, solicitors, ayant élu domicile à Luxembourg, contre Commission des Communautés européennes (agent: M. R. Lyal), ayant pour objet une demande d'annulation de la décision C (1999) 3022 final de la Commission, du 22 septembre 1999, déclarant une concentration incompatible avec le marché commun et avec l'accord EEE (affaire IV/M.1524 — Airtours/First Choice), publiée sous le numéro 2000/276/CE (JO 2000, L 93, p. 1), le Tribunal (cinquième chambre élargie), composé de Mme P. Lindh, président, et de MM. R. García-Valdecasas, J.D. Cooke, M. Vilaras et N.J. Forwood, juges; greffier: M. J. Palacio González, administrateur, a rendu le 6 juin 2002 un arrêt dont le dispositif est le suivant:

- 1) La décision C (1999) 3022 final de la Commission, du 22 septembre 1999, déclarant une concentration incompatible avec le marché commun et avec l'accord EEE (affaire IV/M.1524 — Airtours/First Choice), publiée sous le numéro 2000/276/CE, est annulée.
- 2) La Commission supportera ses propres dépens et les dépens exposés par la requérante.

⁽¹⁾ JO C 79 du 18.3.2000.

ARRÊT DU TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE

du 30 mai 2002

dans l'affaire T-197/00, Hubert Onidi contre Commission des Communautés européennes⁽¹⁾

(Fonctionnaires — Régime disciplinaire — Révocation avec réduction des droits à pension — Agissements relevant du domaine de la corruption — Droits de la défense — Principe de proportionnalité)

(2002/C 191/41)

(Langue de procédure: le français)

Dans l'affaire T-197/00, Hubert Onidi, ancien fonctionnaire de la Commission des Communautés européennes, demeurant à Roquefort-les-Pins (France), représenté par Mes J.-N. Louis et V. Peere, avocats, ayant élu domicile à Luxembourg, contre Commission des Communautés européennes (agents: MM. J. Currall et D. Waelbroeck), ayant pour objet une demande d'annulation de la décision de la Commission du 29 juillet 1999 infligeant au requérant la sanction de révocation avec réduction d'un tiers de ses droits à pension d'ancienneté ainsi que de la lettre de la Commission du 27 juillet 1999 rejetant la demande du requérant tendant à la réouverture de la procédure disciplinaire, le Tribunal (troisième chambre), composé de M. M. Jaeger, président, et de MM. K. Lenaerts et J. Azizi, juges; greffier: M. J. Plingers, administrateur, a rendu le 30 mai 2002 un arrêt dont le dispositif est le suivant:

- 1) Le recours est rejeté.
- 2) Chaque partie supportera ses propres dépens.

⁽¹⁾ JO C 285 du 7.10.00.